

AU-DELÀ DES DÉCLARATIONS D'INTENTIONS, NOUS RÉCLAMONS DES ACTES CONCRETS

L'état français doit cesser de soutenir
diplomatiquement et militairement
le dictateur tchadien Idriss Déby.

POUR UNE POLITIQUE DE LA FRANCE EN AFRIQUE
RESPONSABLE ET TRANSPARENTE



MANIFESTATION CONTRE L'ACTION MILITAIRE DE LA FRANCE AU TCHAD

AMENEZ VOS JUMELLES !

Nous irons devant
la Préfecture marquer
un « temps d'observation
de la politique française
au Tchad »

SAMEDI 8 MARS 2008 À 16H30, RUE FÉLIX POULAT

PREMIERS SIGNATAIRES :



www.cadtm.org



www.ciip.fr



www.afric-impact.org



Comité Norbert Zongo



www.survie-isere.org

Après avoir une nouvelle fois apporté un soutien inconditionnel au régime de terreur du tchadien Idriss Déby, l'Etat français a beau jeu de prétendre rompre avec les habitudes françaises du passé. Ses récentes déclarations sur la politique africaine de la France, et notamment sur la présence militaire française en Afrique, ne doivent pas faire illusion : seuls comptent les faits.

« Nous n'avons aucun accord de défense avec le Tchad, qui est probablement l'un des pays dans lequel nous sommes le plus intervenus. Jusqu'ici, ça n'a troublé personne ».

Amiral Lanxade, ancien chef d'état-major des armées, 06/05/1998

Lors des derniers événements au Tchad, Déby a une nouvelle fois bénéficié du soutien français (en renseignements, armes et munitions) nécessaire pour se maintenir au pouvoir, et entamer la chasse aux opposants et aux dirigeants des organisations de la société civile.

Rappelons que le rôle de l'armée française en Afrique ne se limite pas à ses 6 à 7000 soldats stationnés sans mandat onusien dans ses 5 bases militaires permanentes. En effet, sont également détachés des conseillers militaires auprès de tous les dictateurs amis de la France, et des formateurs pour leurs troupes d'élite. Et cela, sans aucun contrôle de notre Parlement !

Le Tchad en est un sinistre exemple : le dispositif Epervier, déployé depuis 1986, représente aujourd'hui 1100 militaires permanents, une base aérienne, conseil et formation en matière de défense et de services secrets, et entraînement des troupes d'élite de la garde républicaine. Cette présence et plusieurs interventions directes ont sauvé plusieurs fois le dictateur Déby, auxquelles les élections frauduleuses validées par la coopération française n'apportent aucune légitimité.

Le voyage du président français N. Sarkozy au Tchad ce 28 février n'aura servi à rien sauf à cautionner l'enlèvement et la probable élimination physique de représentants de l'opposition démocratique par le régime Déby.

L'état français reste, dans les faits, le meilleur soutien du régime criminel d'Idriss Déby !

Nous demandons le retrait immédiat des troupes françaises sans mandat de l'ONU, seule instance légitime.

Premiers Signataires :

Survie Isère, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, Centre d'Information Inter-Peuples, Afric'Impact, Comité Norbert Zongo...